

triangle
UMR 5206

*Action, Discours
Pensée politique & économique*

UMR 5206 • CNRS/ENS DE LYON
<http://triangle.ens-lyon.fr>



*réseau des
territorialistes*

UNIVERSITÉ
LUMIÈRE
LYON 2
UNIVERSITÉ DE LYON

ENS
ENS DE LYON

IMU Intelligences
des Mondes Urbains
UNIVERSITÉ DE LYON

Premières journées du Réseau des Territorialistes Européens

Les communs territoriaux : biorégion urbaine vs métropolisation

La construction démocratique des savoirs

Lyon, les 23 et 24 mars 2016

Université Lyon 2, Sciences Po Lyon et Ecole Normale Supérieure de Lyon

Organisation

Guillaume Faburel, Pr, Université Lyon 2,
UMR Triangle, LabEx Intelligences des Mondes Urbains

Avec l'aide de Isabella Tomassi et Mathilde Girault, Doctorantes,
UMR Triangle, LabEx Intelligences des Mondes Urbains

Inscription obligatoire à partir du 15 février 2016 auprès de :
contact@reseau-territorialistes.fr

Frais d'inscription : 20 euros par personne (hors étudiant-e-s et doctant-e-s)

Plus d'informations sur le site des territorialistes <http://www.reseau-territorialistes.fr/>

Après le premier temps de rencontres à Bordeaux en mai 2015 du Réseau des Territorialistes Européens, ces journées de Lyon visent tout particulièrement à incarner l'une des idées centrales du Manifeste produit et diffusé depuis lors (<http://www.reseau-territorialistes.fr/>): la biorégion urbaine entendue comme « *une alternative critique au modèle économique de la métropolisation* ».

Si la biorégion urbaine est « *un ensemble de systèmes territoriaux locaux fortement transformés par l'homme, caractérisés par la présence d'une pluralité de centres urbains et ruraux organisés en systèmes réticulaires et non hiérarchisés* » (Magnaghi, 2010), alors elle interroge tant les mécanismes économiques, que les processus sociaux et les constructions politiques de la métropolisation, ainsi qu'une pluralité d'effets de l'urbanisation dite généralisée, au premier chef les conséquences écologiques.

Prises d'autonomie et construction des communs

Au même titre que le respect de la terre et les nouvelles formes de solidarité participeraient d'une auto-soutenabilité des territoires, la démocratisation de l'action et la prise d'autonomie sont situées au fondement de la pensée territorialiste. Or, il est à remarquer une multiplication d'expériences pratiques de réappropriation par les habitants de leurs cadres de vie quotidiens et ordinaires : éco-lieux, fermes sociales, monnaies locales, auto-construction, circuits courts...

Réalisées en commun, ces expériences, plus ou moins soutenues par les acteurs des territoires, constituent un acte liant autrement les populations à leurs espaces de vie et, ce faisant, participent de la construction de sujets différemment collectifs en politique. Elles reposent pour ce faire sur un principe de réorganisation de l'action, lui-même au cœur de la notion de biorégion : « *la construction de communs territoriaux* » (principe C du Manifeste).

Ces journées d'étude visent donc en premier lieu tout particulièrement à incarner ces communs territoriaux, tout à la fois par des réflexions et par des retours d'expériences françaises et étrangères, qu'ils et elles se réclament d'une démarche territorialiste (assez rare en France, mais plus fréquent en Italie et en Espagne) et commencent à s'inspirer de la notion de biorégion, ou n'en aient que faiblement connaissance (principe B du Manifeste). Il s'agira ainsi de donner des prises, par exemple par des témoignages qui se font encore discrets car spatialement situés dans des franges ou interstices urbains, ou socialement dans des émergences à faible rayon d'action ... tout ceci parfois en lisière des cadres, voire en dehors des périmètres de production instituée de la (grande) ville.

Métropolisation et savoir-faire professionnels

En retour, ces prises questionnent les modes actuels de production des territoires urbains en vue de la restauration d'un équilibre environnemental, économique et politique entre « ville » et « campagne » :

- aussi bien en termes de « nouveaux » enjeux : patrimoines locaux et économies endogènes, types d'agriculture et formes de paysages, réseaux écologiques et productions énergétiques, santé et bien-être...,
- que de leviers voire d'outils pour l'action : depuis les parcs agro-éco-urbains, les atlas du patrimoine territorial, les chartes et plans de paysage jusqu'à des planifications plus ou moins stratégiques, des formes renouvelées de prospective urbaine... ;
- tout ceci selon différents territoires d'émanation (métropoles, villes moyennes, petits bourgs du périurbain, villes postindustrielles, nouvelles ruralités...) et par une

diversité d'acteurs mobilisés, au premier chef des habitants plus ou moins organisés (principe D du Manifeste).

L'évolution des cadres, valeurs et normes de l'agir territorial apparaît dès lors première pour penser un projet territorialiste. Il est vrai également que les territoires métropolitains s'accompagnent à ce jour en France particulièrement de changements politiques d'envergure, depuis l'apparition de nouveaux périmètres institutionnels jusqu'à l'évolution concomitante de certaines pratiques professionnelles.

Savoirs territoriaux et recherche-action

Enfin, par ces émergences et les questions adressées aux modes de production de la ville métropolisée s'observe une pluralisation voire parfois une hybridation des savoirs, que ces derniers soient : spécialisés et techniques, pratiques et expérientiels, locaux et vernaculaires... mais aussi scientifiques et académiques (principe E du Manifeste). Il s'agira alors à l'occasion des échanges de mettre aussi en lumière et de croiser les conditions d'émergence et de mise en langage les registres de savoir, attachés, comme pratiques sociales, aux expériences conviées.

Dans leur diversité, ces registres puisent souvent sinon leur rationalité, tout du moins leur raison d'être, dans des rapports renouvelés aux lieux, saisis comme expérience d'habiter (ex : imaginaires des temps du vivant), comme représentations alternatives et/ou comme support méthodologique voire énigme de terrain. Ces rapports interpellent alors en retour les modes de construction des savoirs et savoir-faire plus établis, eux-mêmes de plus en plus marqués par un pluralisme méthodologique, placés sous le signe de la participation, voire de la coopération dans des cadres évolutifs de production. Ceci interroge tant la recherche académique (sciences citoyennes et participatives, recherche-action...) que les domaines historiquement plus techniques (méthodes centrées sur l'observation des usages, approches dites sensibles...).

Ici, nous souhaitons notamment mettre en débat la professionnalisation de registres institués par les outils (par exemple par ceux de représentation de la vie sociale et de ses espaces de réalisation dans les micro-études d'usages) ou encore la disciplinarisation par des appareils conceptuels et des dispositifs d'analyse (ex : statistique) qui codifient les représentations savantes de la vie sociale.

Questionner les catégories de pensée devenues souvent ordres des pouvoirs, et pour ce faire reconsidérer par exemple les statuts d'expert (aussi bien professionnel, politique, technique que scientifique ou dorénavant d'usage, pour les habitants) dans l'ingénierie territoriale, permettrait vraisemblablement d'ancrer autrement les émergences démocratiques dans une construction à la fois de sens et de connaissances pour les communs territoriaux de la biorégion.

Programme

Ces deux journées accueilleront à Lyon entre 120 et 150 personnes, de différentes régions françaises, mais aussi d'Italie et d'Espagne. Ces journées alterneront des temps long de présentation et d'échanges, des tables rondes et des ateliers associant étroitement porteurs d'initiatives et praticiens, collectifs et institutions, enseignants-chercheur-e-s et étudiant-e-s...

La journée du **mercredi 23 mars** se déroulera à l'**Université Lumière Lyon 2** et à l'**INSA de Lyon**.

La **matinée** donnera lieu à l'intervention de six collectifs, en présence de plusieurs autres également invitées à venir échanger. Leurs démarches interpellent toutes la construction démocratique de l'agir et les métiers des différents champs professionnels, les communs territoriaux et les modalités de leur (re)connaissance. Des praticiens de cabinets d'architecture, d'urbanisme et de paysages, de bureaux d'études et d'observatoires... seront mobilisés pour engager le dialogue.

L'**après-midi** sera consacrée à deux tables rondes réunissant 16 praticiens et chercheurs, de différents horizons professionnels et disciplinaires, sur le thème de ce qui fait communs dans les territoires et sur les phénomènes engendrés par la métropolisation dans ce registre. Cette table ronde sera suivie d'échanges animés par des docorant-e-s.

Par cette première journée, différents types d'enjeux seront abordés, partant de la métropolisation, ou entrevoyant la biorégion : de l'entraide économique à l'insertion sociale, de la protection de la nature à la préservation du vivant, de la propriété des terres à l'autonomie alimentaire, du dérèglement climatique à la transition énergétique, ou encore de l'autoconstruction à la prise en compte de la diversité des patrimoines matériels.

La journée du **jeudi 24 mars** se déroulera à l'**Institut d'Etudes Politiques de Lyon**.

La **matinée** sera structurée par quatre ateliers de production, dédiés aux savoirs émanant des territoires. Cette matinée proposera d'autres expériences, plus étroitement liées aux fonctionnements urbains, pour amorcer échanges et constructions. L'animation sera assurée par le collectif Anciela, accompagné d'étudiants de master et doctorat, et la restitution sera réalisée par des universitaires, avant mise en débat avec l'ensemble du public

Le début d'**après-midi** sera consacré aux formes renouvelées de la recherche, en lien à l'action, en présence de représentants de cinq UMR mais aussi du service Sciences et Société de l'Université de Lyon. La fin d'après-midi réunira, de manière ouverte, le réseau des territorialistes, pour capitaliser l'expérience, discuter des actions engagées (ex : site web) et débattre de celles à venir.